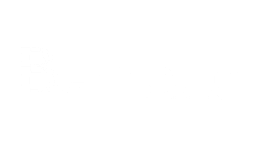


**Contrat de confidentialité**

Assurer la protection des données à caractère personnel du partenaire et des clients est une responsabilité, une valeur déontologique





B-EMF/CCNC/Corporate

Accord de Non Divulgation (NDA)

*Notre mission :*

*Donner l’accès aux services financiers au plus grand nombre*

*Notre vision :*

*Fournir des services financiers riches*

*Engager nos clients sur une expérience client unique*

Entre les soussignés :

**CA PAY**, société (E.I) au capital de 1 000 000 de F CFA, dont le siège social est à **Rénovation**, BP **370** Libreville, Gabon, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Libreville sous le numéro **GA-LBV-01-2020-B12-00143**, NIF **4985 D**,

Représentée par Madame **NGOUESSONO SOUFIANO AKERET ARIANE NOURATOU**, ayant tous pouvoirs à l’effet des présentes,

Ci-après désignée indifféremment : « Destinataire »

D’autre part,

Et

Bamboo Etablissement de Microfinance, en abrégé Bamboo EMF, Société anonyme, au capital de 1 000 000 000 de FCFA, dont le siège social est situé au quartier Boulevard Triomphal Omar BONGO ONDIMBA, en face du supermarché MBOLO, BP 16 100, Libreville-Gabon et immatriculée au RCCM sous le numéro RG-LBV 2014 B 1840 et enregistrée sous le NIF 037170 T,

Représentée par, **Vincent Chanel BIBANG MINKO**, Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes et de leurs suites,

Ci-après désignée indifféremment : « Donneur »

D’autre part

Bamboo EMF et **CA PAY** sont collectivement dénommées « les Parties » et individuel

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

En vue d’un éventuel partenariat entre **CA PAY** et Bamboo EMF, il est de la volonté des Parties de divulguer à l'autre partie, l'information confidentielle en rapport avec le susdit partenariat. Chaque partie souhaite obtenir la garantie que l'autre respectera son devoir de confidentialité au sujet de l'information considérée comme confidentielle.

En contrepartie des avantages apportés aux parties par la divulgation de l'information confidentielle, celles-ci ont décidé de se conformer aux conditions énoncées ci-après, en ce qui a trait à l'utilisation et à la divulgation de l'information confidentielle.

Les parties ont alors convenu de conclure le présent contrat de confidentialité et non-contournement.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1 : Définition et interprétation**

Les définitions et les règles d'interprétation visées à la présente clause s'appliquent au présent accord :

**Donneur :** L’une des parties au présent contrat qui divulgue ou rend accessible, directement ou indirectement, l'information confidentielle.

**Destinataire :** L’une des parties au présent contrat qui reçoit ou obtient, directement ou indirectement, l'information confidentielle.

**Représentant :** les employés, agents, responsables, conseillers et autres représentants du Destinataire.

**Information confidentielle :** Toute information concernant l'activité du Donneur qui ne serait pas accessible au public y compris, sans restriction, toute information :

* Spécifiquement désignée par le Donneur comme confidentielle ;
* Fournie au Donneur par un tiers à l'égard duquel il existe une obligation de confidentialité imposée ou exigible ;
* Qui peut être raisonnablement considérée comme ayant un caractère confidentiel ou une certaine valeur commerciale en rapport avec l'activité du Donneur ou ;
* portant sur le fait que des discussions et des négociations ont lieu en rapport avec l'Objet et sur l'avancement de ces discussions et négociations, à l'exception de l'information qui
* est ou devient accessible au grand public d'une autre manière que par divulgation par le Destinataire ou ses Représentants suite à une violation du présent accord ou de tout autre engagement de confidentialité qui porterait atteinte à la partie à laquelle l'information se rapporte (à l'exception de la collecte d'information de nature publique non connue qui ne saurait être considérée comme information confidentielle) ; ou
* appartenait légalement au Destinataire avant sa divulgation au Donneur.

**Article 2 : Obligations de confidentialité**

1. Le Destinataire s'engage à ne pas divulguer l'information confidentielle du Donneur et, sauf en cas de consentement donné au préalable et par écrit, doit :

* ne pas utiliser ou exploiter l'information confidentielle à d'autres fins que celles prévues dans l'Objet ;
* ne pas divulguer ou rendre accessible tout ou partie de l'information confidentielle à un tiers sauf dans les cas expressément autorisés par le présent contrat ;
* conserver l'information confidentielle du Donneur en toute sécurité et protéger cette information confidentielle contre l'accès non autorisé de tiers.

1. Le Destinataire doit divulguer l'information confidentielle du Donneur aux Représentants requérant cette information confidentielle dans le cadre de l'Objet, dès lors que :

* il informe ses Représentants de la nature confidentielle de l'information avant sa divulgation ;
* il fait en sorte que ses Représentants, en rapport avec l'information confidentielle leur étant divulguée, respectent les termes du présent contrat comme s'il s'agissait du Destinataire lui-même et, si le Donneur en fait la demande, il fait en sorte que ses Représentants concernés concluent un contrat de confidentialité avec le Donneur dans les mêmes termes que ceux contenus dans le présent contrat ;
* il garde une trace écrite de ses Représentants et
* est à tout moment responsable des manquements de ses Représentants au regard de l'exécution du présent contrat.

1. Chaque partie est autorisée à divulguer l'information confidentielle dans la mesure requise par la loi, par les autorités gouvernementales ou règlementaires ou encore par les cours ou autres autorités ou juridictions compétentes, dans le cadre prévu par la loi, à condition que l'autre partie en soit informée dans la mesure du possible.
2. Le Destinataire doit prendre et garantir des mesures de sécurité appropriées (y compris toute mesure de sécurité raisonnable proposée dans certains cas par le Donneur) pour prévenir l'information confidentielle contre un éventuel accès ou utilisation non autorisée.
3. Aucune des parties ne pourra ou permettra qu'une personne extérieure fasse une quelconque déclaration publique au sujet de l'Objet sans avoir obtenu le consentement de l'autre partie (un tel consentement ne saurait être refusé ou retardé sans motif raisonnable).
4. Le destinataire est tenu responsable du respect des règlements régissant la protection des données et de la confidentialité dès lors que ces données/ou information confidentielle est en sa possession.

**Article 3 : Non-contournement**

1. À tout moment avant l'échéance de la transaction à compter de la date du présent contrat, il est expressément convenu que l'identité des personnes physiques ou morales ou de tiers, y compris sans restriction, les fournisseurs, clients, sources de financement, fabricants et consultants, dévoilée et rendue accessible par le Donneur en rapport avec l'objet ainsi que les opportunités commerciales associées, est considérée comme information confidentielle et le Destinataire, ou personne physique ou morale associée, ne doit en aucun cas (sans le consentement préalable du Donneur) :

* de manière directe ou indirecte, entreprendre, solliciter, négocier, contracter ou conclure une quelconque transaction commerciale, accord ou engagement avec un tiers identifié ou présenté par le Donneur ; où
* chercher à passer outre, concurrencer, empêcher ou contourner le Donneur en rapport avec les opportunités commerciales inhérentes à l'Objet en utilisant l'information confidentielle ou par tout autre moyen qui viserait à exploiter ou tirer profit de l'information confidentielle.

1. Le donneur sera autorisé à engager une action en réparation dès lors que les accords visés à la clause 1 de l’article 3 auront été enfreints.

**Article 4 : Garantie et indemnisation**

Le Donneur déclare être dans son droit de divulguer l'information confidentielle au destinataire et autorise le destinataire à utiliser ladite information confidentielle en rapport avec l'objet.

Ni le présent accord ni la mise à disposition d'information ne peuvent être interprétés comme accordant quelque permis, intérêt ou droit sur la propriété intellectuelle de l'autre partie à l'exception du droit de copie de l'information confidentielle divulguée à l'autre partie en rapport avec l'objet.

Le Destinataire devra indemniser et continuer à indemniser le Donneur à tout moment à l'égard des responsabilités, coûts (y compris les dépenses sous forme de réparation), dépenses, dommages et pertes (à l'exception des dommages directs, indirects ou accessoires, pertes de bénéfices, atteinte à la réputation et autres intérêts, pénalités et frais et dépenses raisonnables subis ou encourus par le donneur) résultant d'une violation du présent contrat par le destinataire ou encore des actions ou omissions imputables à l'un des représentants du destinataire.

**Article 5 : Données personnelles**

Les parties s’engagent à respecter les données personnelles qu’elles pourront échanger entre elles dans le cadre du présent contrat.

A cet effet, elles s’engagent à se rapprocher de l’Agence de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ou tout autre organisme de régulation en matière de données personnelles, à l’effet de se conformer aux dispositions légales et réglementaires en cette matière.

**Article 6 : Résiliation - durée**

Lorsqu'une partie décidera de ne plus être engagé ou lié avec l'autre partie en rapport avec l'Objet, celle-ci devra le communiquer immédiatement par écrit à l'autre partie.

Les obligations de chaque partie, nonobstant toute fin anticipée ou négociations ou discussions entre les parties en rapport avec l'Objet, sont valables pour une période ultérieure de dix (10) ans à compter de la date d'échéance du présent contrat.

L'échéance du présent contrat n'affecte en rien les droits acquis ou les recours auxquels chacune des parties pourrait prétendre.

**Article 7 : Attribution**

Sauf mention contraire dans le présent contrat, aucune des parties ne peut attribuer, sous-traiter ou disposer de ses droits ou obligations acquis en vertu du présent ou de tout autre document mentionné.

**Article 8 : Notifications**

Les notifications ou communications exigées dans le cadre du présent contrat, se feront par écrit, délivrées par courrier électronique et considérées comme reçues au moment de la transmission à l'adresse de courriel désignée par l'autre partie.

**Article 9 : Absence d'accord de partenariat ou association**

Aucune clause du présent contrat ne vise, ou ne peut être interprétée comme :

* La mise en place d'un partenariat entre les parties ;
* Ne fait d'une partie l'agent de l'autre partie ;
* N’autorise l'autre partie à conclure ou prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre partie.

Aucune disposition du présent contrat ne saurait être interprétée comme créant une obligation de part et d'autre de s'abstenir d'établir une relation commerciale avec un tiers.

**Article 10 : Droit des tiers**

Toute personne non-partie au présent contrat ne détient aucun droit associé ou lié au présent contrat.

**Article 11 : Juridiction compétente & droit applicable**

Si le Bénéficiaire enfreint l'une des clauses contenues dans le présent contrat et omet de remédier au manquement dans les trente (30) jours à compter de la date de notification écrite correspondante, le Donneur sera autorisé à invoquer tous les recours disponibles et admis en droit, sans toutefois s'y restreindre, visant l'introduction d'instances de nature urgente ou toute demande en réparation adaptée aux circonstances, auprès des cours et tribunaux ou juridictions compétentes en cas de violation ou tentative de violation du contrat et / ou d'une action en réparation.

Les parties s'accordent irrévocablement sur le fait de se soumettre à la juridiction exclusive du tribunal de commerce de Libreville au sujet des litiges ou réclamations découlant de ou liés au présent contrat, à son objet ou à sa formation (y compris les litiges et réclamations non-contractuels).

Tous les différends découlant du présent partenariat devront au préalable faire l’objet d’un règlement amiable, conformément aux dispositions légales portant création des juridictions de commerce.

Le droit applicable est le droit gabonais.

Fait à Libreville, le 09/03/2024

En trois (3) exemplaires originaux

Le présent contrat est signé et certifié à la date indiquée ci-dessus.

Précédé de la mention Lu et approuvé

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Signature du mandataire de la Station Banking** | | |
| (Faire suivre de la mention « lu et approuvé ») | | |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | | |
|  |
|  |  |  |  |
| **Pour le titulaire de compte illettré,** | | |  |
| (Suivi de la mention « lu et traduit par un tiers soussigné ») | | |  |
| **Nom et prénom :** |  |  |  |
| **Signature** | | |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |
|  |  |  |  |
| **Validation de l’administration Bamboo EMF** | | |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | | |  |
|  |